

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 23 avril 2025

Objet n° 10 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Frederic Nimal, Bourgmestre ff-Président; M. Vincent Vanhalewyn, Echevin; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mmes Angelina Chan, Done Sonmez, Echevin; MM. Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, MM. Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Sadik Koksai, Hasan Koyuncu, Mmes Leila Lahssaini, Naima Belkhatir, Emel Kose, M. Cedric Mahieu, Mme Marie Gervais, M. Anton Schuurmans, Mme Audrey Henry, MM. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mmes Gudrun Willems, Barbara Trachte, Isabelle Durant, Sarah Bestrioui, M. Yvan De beauffort, Mmes Chloé Deguide, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, MM. Benjamin Devos, Martin De brabant, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Emin Ozkara, Yusuf Yildiz, Mmes Farida Tahar, Justine Harze, Myriam Boxus, M. Ahmed El bargeragei, Mmes Yousra Ouchen, Ayse Yigit, Conseillers communaux.

#Objet : Marchés publics et contrats de concession dont le montant estimé est inférieur à 30.000 EUR HTVA et dont les dépenses relèvent du budget ordinaire et marchés publics fondés sur un accord-cadre conclu – Renouvellement de la délégation de pouvoir au Secrétaire communal et aux fonctionnaires nommément désignés en vertu des articles 234 §§4 et 5 et 236 § 6 de la Nouvelle Loi Communale - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 16 et 92 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu les articles 4§3, 6, 7 et 124 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 relatif à la passation de marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu les articles 5 et 6§5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu les ordonnances du 27 juillet 2017 et du 17 juillet 2020 modifiant la Nouvelle Loi Communale (NLC) en vue de préciser les règles de (délégation) de compétences et de signature en matière de marchés publics communaux ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 14 juin 2018 modifiant les articles 57 et 60 du Règlement Général de la Comptabilité Communale (RGCC) ;

Vu l'article 109 §3 NLC conférant au Secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné (s) le pouvoir de signer les actes et la correspondance se rapportant à des décisions prises sur la base d'une délégation donnée en application des articles 234 §§4 et 5 et 236 §6 NLC ;

Vu l'article 234 §1 NLC conférant au Conseil Communal le pouvoir de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions ;

Vu les articles 234 §§4 alinéa 2 et 5 alinéa 2 NLC octroyant au Conseil Communal *la possibilité de déléguer* le pouvoir visé à l'article 234 §1 NLC au Collège des Bourgmestre et Echevins, au Secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s), pour les dépenses relevant du budget ordinaire et pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu étant entendu que cette délégation est limitée aux marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'article 236 NLC conférant au Collège des Bourgmestre et Echevins la compétence par le §1 d'engager la procédure, par le §2 de prendre toutes les décisions nécessaires jusqu'au terme de la procédure de passation et par le § 3 al 1 d'assurer le suivi de l'exécution et de prendre toutes les décisions nécessaires dans le cadre de l'exécution en ce compris par le §3 al2 le pouvoir d'apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, lorsque la réglementation relative aux marchés publics et aux contrats de concession autorise ces modifications sans nouvelles procédures de passation ;

Vu l'article 236 §6 NLC prévoyant *qu'en cas de délégation* de compétence du Conseil Communal au Secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné (s), en application de l'article 234 §4 alinéa 2 et §5 alinéa 2, le pouvoir du Collège des Bourgmestre et Echevins visé à l'article 236 §1 à §3 est exercé par le Secrétaire communal ou un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné (s);

Vu l'article 57 §1 al 1 RGCC attribuant au Collège des Bourgmestre et Echevins l'autorité de procéder aux engagements ;

Vu l'article 57 §1al 2 1° juncto l'article 60 §2 RGCC stipulant que, pour les marchés publics de faible montant visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics lorsque le Conseil Communal a fait usage de la délégation prévue à l'article 234 §4 ou 5 NLC et dans les limites de la délégation donné, le Secrétaire communal ou le fonctionnaire nommément désigné procède aux engagements et ont la possibilité d'émettre et d'envoyer le bon de commande dans les limites de l'estimation du marché et des crédits budgétaires disponibles et de ce fait engager valablement la commune avec obligation d'en informer lors de sa prochaine séance le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics qui précise que les marchés publics de faible montant sont les marchés dont le montant estimé est inférieur à 30.000 EUR HTVA ;

Considérant que ce type de marchés porte sur l'administration « au jour le jour » de la commune, par opposition à des marchés engageant son fonctionnement sur un plus long terme ;

Considérant que ce type de marchés est indispensable pour le fonctionnement journalier de la Commune lorsqu'un besoin de célérité se fait sentir alors que le Collège des Bourgmestre et Echevins ne se réunit en général qu'une fois par semaine ;

Considérant dès lors que pour permettre une meilleure flexibilité et la réduction des délais dans le cadre de ces marchés, une

délégation est indispensable ;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 mars 2021 décidant de :

1. de déléguer, à partir du 03 mars 2021, en application des articles 234 §4 al2 et §5 al2 NLC son pouvoir de choisir la procédure de passation des marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et d'en fixer les conditions pour les dépenses relevant du budget ordinaire et pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu à
 - Monsieur David NEUPREZ, Secrétaire communal ;
 - Monsieur Philippe DEN HAENE, Secrétaire communal adjoint
 - Monsieur Bernard ROYEN, Directeur
 - Madame Karen STEVENS, Directrice adjointe
 - Monsieur André STEINBACH, Directeur adjoint
 - Respectivement en leur qualité de Secrétaire communal et fonctionnaires nommément désignés ;
2. prend acte que à la suite de cette délégation ces personnes exercent suivant l'article 236 §6 NLC le pouvoir d'engager la procédure, de prendre toutes les décisions nécessaires jusqu'au terme de la procédure de passation, d'assurer le suivi de l'exécution et de prendre toutes les décisions nécessaires dans le cadre de l'exécution en ce compris le pouvoir d'apporter au contrat toute modification qu'ils jugent nécessaire en cours d'exécution, lorsque la réglementation relative aux marchés publics et aux contrats de concession autorise ces modifications sans nouvelles procédures de passation ;
3. de prendre acte que à la suite de cette délégation ces personnes sont habilitées suivant l'article 109 §3 NLC de signer les actes et la correspondance se rapportant à des décisions prises sur la base d'une délégation donnée en application des articles 234 §§4 et 5 et 236 §6 NLC ;
4. de prendre acte que à la suite de cette délégation ces personnes sont habilitées suivant l'article 57 §1al 2 1° juncto l'article 60 §2 RGCC pour les marchés publics de faible montant visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics lorsque le Conseil Communal a fait usage de la délégation prévue à l'article 234 §4 ou 5 NLC et dans les limites de la délégation donné, de procéder aux engagements, d'émettre et d'envoyer les bons de commande dans les limites de l'estimation du marché et des crédits budgétaires disponibles et de ce fait engager valablement la commune avec obligation d'en informer lors de sa prochaine séance le Collège des Bourgmestre et Echevins ;
5. de prendre acte que cette délégation exclut les commandes répétées qui, prises isolément, sont inférieures à 30.000 EUR HTVA mais le dépassent lorsqu'elles sont globalisées ;
6. de prendre acte que la délégation aux Directeurs-adjoints est limitée à la sphère d'activités de leur service, respectivement Travaux et Equipement;
7. que cette délégation prendra fin, de plein droit, au plus tard six mois après la date du renouvellement complet du Conseil communal, soit mai 2025 ;

Considérant la décision du 20 décembre 2022 du Collège des Bourgmestre et Echevins, approuvant une adaptation, avec en entrée en vigueur au 1er janvier 2024, du processus des dépenses et des procédures afin de se conformer aux prescrits du RGCC et notamment son article 60 ;

Considérant qu'en conséquence, toute commande doit faire l'objet d'un bon de commande préalable avant de passer une commande auprès d'un tiers. Ne seront désormais plus tolérés les bons de commandes dits "actés-confirmés" de régularisation après réception de la facture ou de dépenses approuvées par le biais d'une simple analyse (sans bon de commande) ou par analyse à posteriori de régularisation ;

Considérant qu'afin de fluidifier et de garantir la célérité du processus, le Collège des Bourgmestre et Echevins prenait acte de la réflexion en cours afin de faire un usage plus étendu des délégations de signatures prévues par la NLC et notamment d'étendre à la Directrice des Ressources humaines, la délégation de pouvoir accordée par le Conseil communal du 3 mars 2021 pour les marchés spécifiques relatifs à sa sphère d'activités ;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 janvier 2024 étendant ladite délégation de pouvoir à Madame Françoise Luc, Directrice des Ressources humaines ;

Considérant que par décisions du 6 février 2024 et du 28 mai 2024, le cadre opérationnel de cette délégation a été arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant que ces délégations de pouvoir prennent fin de plein droit, au plus tard six mois après la date du renouvellement complet du Conseil communal, soit mai 2025 ;

Considérant qu'il convient dès lors de les renouveler ;

DECIDE

1. De renouveler la délégation, en application des articles 234 §4 al2 et §5 al2 NLC, de son pouvoir de choisir la procédure de passation des marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et d'en fixer les conditions pour les dépenses relevant du budget ordinaire et pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu à
 - Monsieur David NEUPREZ, Secrétaire communal ;
 - Monsieur Philippe DEN HAENE, Secrétaire communal adjoint
 - Monsieur Bernard ROYEN, Directeur
 - Madame Karen STEVENS, Directrice adjointe
 - Monsieur André STEINBACH, Directeur adjoint
 - Madame Françoise Luc, Directrice
 - Respectivement en leur qualité de Secrétaires communaux et fonctionnaires nommément désignés ;
2. De prendre acte que à la suite de cette délégation ces personnes exercent suivant l'article 236§6 NLC le pouvoir d'engager la procédure, de prendre toutes les décisions nécessaires jusqu'au terme de la procédure de passation, d'assurer le suivi de l'exécution et de prendre toutes les décisions nécessaires dans le cadre de l'exécution en ce compris le pouvoir d'apporter au contrat toute modification qu'ils jugent nécessaire en cours d'exécution, lorsque la réglementation relative aux marchés publics et aux contrats de concession autorise ces modifications sans nouvelles procédures de passation ;
3. De prendre acte que à la suite de cette délégation ces personnes sont habilitées suivant l'article 109 §3 NLC de signer les actes et la correspondance se rapportant à des décisions prises sur la base d'une délégation donnée en application des articles 234 §§4 et 5 et 236 §6 NLC ;

4. De prendre acte que à la suite de cette délégation ces personnes sont habilitées suivant l'article 57 §1 al 2 1° juncto l'article 60 §2 RGCC pour les marchés publics de faible montant visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics lorsque le Conseil Communal a fait usage de la délégation prévue à l'article 234 §4 ou 5 NLC et dans les limites de la délégation donné, de procéder aux engagements, d'émettre et d'envoyer les bons de commande dans les limites de l'estimation du marché et des crédits budgétaires disponibles et de ce fait engager valablement la commune avec obligation d'en informer lors de sa prochaine séance le Collège des Bourgmestre et Echevins ;
5. De prendre acte que cette délégation exclut les commandes répétées qui, prises isolément, sont inférieures à 30.000 EUR HTVA mais le dépassent lorsqu'elles sont globalisées ;
6. De prendre acte que la délégation à la Directrice des Ressources humaines et aux Directrice adjointe et Directeur adjoint est limitée à la sphère d'activités de leur direction ou département ;
7. Que cette délégation prendra fin, de plein droit, au plus tard six mois après la date du renouvellement complet du Conseil communal, soit mai 2031.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 23 avril 2025.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



Le Bourgmestre ff-Président,



Frederic NIMAL

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 23 april 2025****Voorwerp nr 10 van de agenda**

AANWEZIG: H. Frederic Nimal, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mevr. Angelina Chan, Done Sonmez, Schepenen; HH. Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Sadik Koksai, Hasan Koyuncu, Mevr. Leila Lahssaini, Naima Belkhatir, Emel Kose, H. Cedric Mahieu, Mevr. Marie Gervais, H. Anton Schuurmans, Mevr. Audrey Henry, HH. Ufuk Narinc, Elias Ammi, Mevr. Gudrun Willems, Barbara Trachte, Isabelle Durant, Sarah Bestrioui, H. Yvan De beaufort, Mevr. Chloé Deguide, Laure Lita, Yousra Douhri, Marie Speeckaert, HH. Benjamin Devos, Martin De brabant, Abdourahmane Balde, Saït Köse, Olivier Willocx, Matthieu Degrez, Quentin Vanbaelen, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Emin Ozkara, Yusuf Yildiz, Mevr. Farida Tahar, Justine Harze, Myriam Boxus, H. Ahmed El bargeragei, Mevr. Yousra Ouchen, Ayse Yigit, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten met een geraamde waarde van minder dan 30.000 EUR exclusief BTW en waarvoor de uitgaven vallen onder de gewone begroting en overheidsopdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst - Hernieuwing van de bevoegdheidsoverdracht aan de gemeentesecretaris en aan de bij naam aangewezen ambtenaren krachtens artikelen 234 §§4 en 5 en 236 §6 van de nieuwe gemeentewet - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 16 en 92 van de wet van 17 juni 2016 met betrekking tot overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Gelet op de artikelen 4 §3, 6, 7 en 124 van het Koninklijk Besluit van 18 april 1977 betreffende de gunning van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op de artikelen 5 en 6 §5 van het Koninklijk Besluit van 14 januari 1977 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de ordonnances van 27 juli 1977 en 17 juli 2020 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet (NGW) met het oog op de vaststelling van de regels van (overdracht) van de bevoegdheden en de ondertekening en in het kader van gemeentelijke overheidsopdrachten;

Gelet op het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 juni 2018 tot wijziging van de artikelen 57 en 60 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit (ARGC).

Gelet op artikel 109 §3 NGW, waarbij aan de gemeentesecretaris of aan een of meerdere bij naam aangewezen ambtenaren de bevoegdheid wordt verleend om de akten en correspondentie te ondertekenen met betrekking tot beslissingen genomen op basis van een overdracht verleend bij toepassing van de artikelen 234 §§4 en 5 en 236 §6 NGW ;

Gelet op artikel 234 §1 NGW die de Gemeenteraad de bevoegdheid verleent om de procedure voor de gunning van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten te kiezen en de voorwaarden daarvan vast te stellen ;

Gelet op de artikelen 234 §§4 alinea 2 en 5 alinea 2 NGW die de Gemeenteraad de *mogelijkheid biedt om* de bevoegdheid bedoeld in artikel 234 §1 NGW *over te dragen* aan het College van Burgemeester en Schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan een of meerdere bij naam aangewezen ambtenaren, voor de uitgaven die vallen onder de gewone begroting en voor opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst, met dien verstande dat deze overdracht beperkt is tot de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gelet op artikel 236 NGW die het College van Burgemeester en Schepenen bij wege van §1 de bevoegdheid verleent om de procedure in te stellen, bij wege van §2 de bevoegdheid verleent om alle nodige beslissingen te nemen tot het einde van de plaatsingsprocedure en bij wege van §3 lid 1 de bevoegdheid verleent om de uitvoering op te volgen en alle beslissingen te nemen die met het oog op de uitvoering nodig zijn, inclusief bij wege van §3 lid 2 de bevoegdheid om aan de overeenkomst iedere wijziging aan te brengen die het College bij de uitvoering nodig acht wanneer de regelgeving inzake overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten wijzigingen zonder nieuwe plaatsingsprocedures toelaten;

Gelet op artikel 236 §6 NGW dat bepaalt *dat in geval van overdracht* van bevoegdheid van de Gemeenteraad aan de gemeentesecretaris of aan een of meerdere bij naam aangewezen ambtenaren, in toepassing van artikel 234 §4, tweede lid, en §5, tweede lid, de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen bedoeld in artikel 236 §1 tot en met §3, wordt uitgeoefend door de gemeentesecretaris of door een of meer bij naam aangewezen ambtenaren ;

Gelet op artikel 57, §1, eerste lid ARGC dat het College van Burgemeester en Schepenen de bevoegdheid verleent om vastleggingen aan te gaan ;

Gelet op artikel 57 §1a 2 1° juncto artikel 60 §2 ARGC dat bepaalt dat, voor de opdrachten van beperkte waarde bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten wanneer de Gemeenteraad gebruik heeft gemaakt van de overdracht voorzien in artikel 234 §4 of 5 NGW en binnen de grenzen van de verstrekte delegering, de gemeentesecretaris of de bij naam aangewezen ambtenaar tot de vastleggingen overgaat en over de mogelijkheid beschikt om de bestelbon uit te schrijven en te verzenden binnen de grenzen van de raming voor de opdracht en de beschikbare begrotingskredieten en aldus de gemeente rechtsgeldig te verbinden met de verplichting om het College van Burgemeester en Schepenen tijdens zijn eerstvolgende vergadering te informeren ;

Gelet op artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, dat bepaalt dat overheidsopdrachten van beperkte waarde opdrachten zijn waarvan het geraamde bedrag lager is dan 30.000 EURO exclusief btw ;

Overwegende dat dit soort opdrachten betrekking heeft op het ‘dagelijkse’ bestuur van de gemeente, in tegenstelling tot opdrachten die de werking ervan op langere termijn vastleggen;

Overwegende dat deze overdracht het bestuur toelaat om de gunning van deze overheidsopdrachten van geringe waarde, die alleen betrekking hebben op het dagelijks beheer van de gemeente, te versnellen ;

Overwegende dat dit type van opdrachten onmisbaar is voor de dagelijkse werking van de gemeente waarvoor een nood aan snelheid wordt gevoeld, terwijl het College van Burgemeester en Schepenen over het algemeen slechts één keer per week bijeenkomt ;

Derhalve overwegende dat, om in het kader van deze opdrachten een grotere flexibiliteit en een verkorting van de termijnen mogelijk te maken, een overdracht van essentieel belang is;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 3 maart 2021 waarbij werd beslist :

1. om vanaf 3 maart 2021, in toepassing van de artikelen 234 §4 lid 2 en §5 lid 2 NGW, zijn bevoegdheid om de procedure voor het plaatsen van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten te kiezen en de voorwaarden vast te stellen voor de uitgaven die onder de gewone begroting vallen en voor de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst, over te dragen aan
 - De heer David NEUPREZ, gemeentesecretaris;
 - De heer Philippe DEN HAENE, adjunct-gemeentesecretaris
 - De heer Bernard ROYEN, directeur
 - Mevrouw Karen STEVENS, adjunct-directrice
 - De heer André STEINBACH, adjunct-directeur
 - Respectievelijk in hun hoedanigheid van gemeentesecretaris en bij naam aangewezen ambtenaar
2. nota te nemen van dat deze personen als gevolg van deze overdracht overeenkomstig artikel 236, §6 NGW de bevoegdheid uitoefenen om de procedure in te stellen, alle nodige beslissingen te nemen tot het einde van de plaatsingsprocedure, de uitvoering op te volgen en alle nodige beslissingen te nemen met het oog op de uitvoering, met inbegrip van de bevoegdheid om aan de overeenkomst iedere wijziging aan te brengen die bij de uitvoering noodzakelijk wordt geacht, wanneer de regelgeving inzake overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten wijzigingen zonder nieuwe plaatsingsprocedures toelaten ;
3. nota te nemen van dat deze personen als gevolg van deze overdracht krachtens artikel 109 § 3 van de NGW bevoegd zijn om de akten en briefwisseling te ondertekenen met betrekking tot beslissingen genomen op basis van een overdracht overeenkomstig artikel 234 §§ 4 en 5 en artikel 236 § 6 van de NGW;
4. nota te nemen van dat deze personen ingevolge deze overdracht bevoegd zijn overeenkomstig artikel 57 §1 al 2 1° juncto artikel 60 §2 ARGC voor overheidsopdrachten van geringe waarde als bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten wanneer de Gemeenteraad gebruik heeft gemaakt van de overdracht voorzien in artikel 234 §4, of 5 NGW en binnen de grenzen van de gegeven overdracht, over te gaan voor tot het aangaan van vastleggingen aan, de bestelbonnen uit te schrijven en te verzenden binnen de grenzen van de raming voor de opdracht en de beschikbare begrotingskredieten en aldus de gemeente rechtsgeldig te verbinden met de verplichting om het College van Burgemeester en Schepenen tijdens zijn eerstvolgende vergadering te informeren ;
5. nota te nemen dat deze overdracht niet geldt voor herhaalde bestellingen die, afzonderlijk genomen, minder dan 30.000 EUR exclusief btw maar dit bedrag overschrijden wanneer ze samengevoegd worden ;
6. nota te nemen dat de overdracht aan de adjunct-directeuren beperkt blijft tot het werkterrein van hun respectieve diensten, namelijk Werken en Uitrusting ;
7. dat deze overdracht van rechtswege zal worden beëindigd uiterlijk zes maanden na de datum van de volledige vernieuwing van de gemeenteraad, d.w.z. in mei 2025 ;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2022 tot goedkeuring van een aanpassing, met ingang van 1 januari 2024, van het uitgavenproces en de uitgavenprocedures teneinde te voldoen aan de vereisten van het ARGC en in het bijzonder artikel 60 daarvan ;

Overwegende dat in aanmerking nemend dat, als gevolg hiervan, alle bestellingen het voorwerp zullen moeten uitmaken van een voorafgaande bestelbonn alvorens een bestelling te plaatsen. Voortaan zullen "bevestigde" bestelbonnen voor regularisatie na ontvangst van de factuur of voor uitgaven die zijn goedgekeurd door middel van een eenvoudige analyse (zonder bestelbonn) of door analyse achteraf voor regularisatie niet langer worden getolereerd ;

Overwegende dat om het proces vlotter en sneller te laten verlopen, heeft het College van Burgemeester en Schepenen nota genomen van de lopende besprekingen om uitgebreider gebruik te maken van de delegaties van ondertekening waarin de NGW voorziet en daarom de delegatie van bevoegdheid die de Gemeenteraad op 3 maart 2021 heeft verleend voor specifieke opdrachten op haar werkterrein, uit te breiden tot de Directrice Human Resources ;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 24 januari 2024 waarbij de delegatie van bevoegdheid werd uitgebreid aan Mevrouw Françoise Luc - Directrice Human Resources ;

Overwegende dat het operationeel kader van de delegatie werd vastgesteld bij besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 februari en 28 mei 2024 ;

Overwegende dat deze overdracht van rechtswege zal worden beëindigd uiterlijk zes maanden na de datum van de volledige vernieuwing van de gemeenteraad, d.w.z. in mei 2025 ;

Overwegende dat die bevoegdheidsoverdrachten moeten hernieuwd worden ;

BESLUIT

1. Om, in toepassing van de artikelen 234 §4 lid 2 en §5 lid 2 NGW, zijn bevoegdheid om de procedure voor het plaatsen van de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten te kiezen en de voorwaarden vast te stellen voor de uitgaven die onder de gewone begroting vallen en voor de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst, zijn bevoegdheidsoverdracht te hernieuwen aan
 - De heer David NEUPREZ, gemeentesecretaris;
 - De heer Philippe DEN HAENE, adjunct-gemeentesecretaris
 - De heer Bernard ROYEN, directeur
 - Mevrouw Karen STEVENS, adjunct-directrice

- De heer André STEINBACH, adjunct-directeur
 - Mevrouw Françoise Luc, Directrice
 - Respectievelijk in hun hoedanigheid van gemeentesecretarissen en bij naam aangewezen ambtenaar
2. Nota te nemen van dat deze personen als gevolg van deze overdracht overeenkomstig artikel 236 §6 NGW de bevoegdheid uitoefenen om de procedure in te stellen, alle nodige beslissingen te nemen tot het einde van de plaatsingsprocedure, de uitvoering op te volgen en alle nodige beslissingen te nemen met het oog op de uitvoering, met inbegrip van de bevoegdheid om aan de overeenkomst iedere wijziging aan te brengen die bij de uitvoering noodzakelijk wordt geacht, wanneer de regelgeving inzake overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten wijzigingen zonder nieuwe plaatsingsprocedures toelaten ;
 3. nota te nemen van dat deze personen als gevolg van deze overdracht krachtens artikel 109 §3 van de NGW bevoegd zijn om de akten en briefwisseling te ondertekenen met betrekking tot beslissingen genomen op basis van een overdracht overeenkomstig artikel 234 §§4 en 5 en artikel 236 §6 van de NGW ;
 4. nota te nemen van dat deze personen ingevolge deze overdracht bevoegd zijn overeenkomstig artikel 57 §1al 2 1° juncto artikel 60 §2 ARGC voor overheidsopdrachten van geringe waarde als bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten wanneer de Gemeenteraad gebruik heeft gemaakt van de overdracht voorzien in artikel 234 §4, of 5 NGW en binnen de grenzen van de gegeven overdracht, over te gaan voor tot het aangaan van vastleggingen aan, de bestelbonnen uit te schrijven en te verzenden binnen de grenzen van de raming voor de opdracht en de beschikbare begrotingskredieten en aldus de gemeente rechtsgeldig te verbinden met de verplichting om het College van Burgemeester en Schepenen tijdens zijn eerstvolgende vergadering te informeren ;
 5. nota te nemen dat deze overdracht niet geldt voor herhaalde bestellingen die, afzonderlijk genomen, minder dan 30.000 EUR exclusief btw maar dit bedrag overschrijden wanneer ze samengevoegd worden ;
 6. nota te nemen dat de overdracht aan de adjunct-directeuren beperkt blijft tot het werktelein van hun respectieve diensten, namelijk Werken en Uitrusting ;
 7. dat deze overdracht van rechtswege zal worden beëindigd uiterlijk zes maanden na de datum van de volledige vernieuwing van de gemeenteraad, d.w.z. in mei 2031 ;

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 23 april 2025.

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,

Frederic NIMAL